

Nous sommes heureux de vous convier à la première séance de notre séminaire,
le 19 novembre 2026, de 17 h à 19 h, en salle E1.51.

Cette première séance sera consacrée aux **entourages politiques**.

Présentation du séminaire

De nombreux membres du laboratoire HARTIS s'intéressent aux mécanismes du pouvoir, aux institutions et à l'histoire sociale de celles et ceux qui travaillent en leur sein. D'autres travaillent sur les instruments du pouvoir, notamment dans les sphères médicales et coloniales, ou encore sur les formes de transmission de ses fondements, notamment le droit. Parce que notre laboratoire est récent, nous devons aussi apprendre à travailler ensemble et mieux connaître les recherches des uns et des autres. Ce séminaire collaboratif et ouvert vise d'abord à nous rassembler autour de la question des pouvoirs.

Il ne s'agit pas seulement d'aborder le pouvoir comme un ensemble d'institutions, de charges ou de formes de domination, mais de l'envisager comme un ensemble de pratiques, de savoirs, de normes, de médiations matérielles et symboliques, de rapports sociaux et de processus de légitimation. Le pluriel — les pouvoirs — permet d'ouvrir l'enquête : pouvoirs politiques, administratifs, religieux, économiques, judiciaires, savants, techniques, familiaux, professionnels ou symboliques ; pouvoirs institués, mais aussi informels, contestés, négociés, transmis, incorporés ou mis en scène.

Plusieurs questions communes guideront nos échanges : comment les pouvoirs se fabriquent-ils et se transmettent-ils ? Par quels acteurs, quels savoirs, quels textes, quels objets, quels lieux, quels gestes ou quelles images deviennent-ils visibles et opératoires ? Comment s'articulent les institutions et les pratiques sociales qui les font fonctionner ? Comment les normes produisent-elles de l'obéissance, de l'adhésion, de la résistance ou de la conflictualité ? Que deviennent les pouvoirs en temps de crise, de réforme, de transition ou de recomposition des hiérarchies ? Comment se donnent-ils une mémoire, une généalogie, des modèles ou des antiquités de référence ?

Des mondes antiques aux sociétés contemporaines, il s'agit ainsi de réfléchir à l'exercice du pouvoir et aux modalités de construction d'une éthique du « bon gouvernement ». Définir le bon gouvernement revient à déterminer les pratiques, les normes et les valeurs qui rendent l'exercice du pouvoir acceptable ou légitime, mais aussi à désigner les conduites rejetées du côté de l'abus, de l'arbitraire ou de l'inacceptable. Cette redéfinition constante du pouvoir juste formera l'un des fils conducteurs du séminaire.

Par son approche diachronique et transdisciplinaire, le séminaire entend faire dialoguer les différents pôles scientifiques d'HARTIS. Il permettra d'interroger conjointement la création et la transmission des savoirs du pouvoir, les normes qui organisent son exercice, les crises et les transitions qui le recomposent, ainsi que les formes matérielles et immatérielles par lesquelles il se rend visible, se légitime et se transmet. Il accordera également une place particulière aux sociétés antiques et aux réceptions ultérieures de leurs modèles politiques, institutionnels et symboliques.

Les règles du jeu

Le séminaire prendra la forme d'un atelier ouvert, organisé autour de séances thématiques. Chacun et chacune pourra apporter un ou plusieurs éléments à la réflexion collective : un dossier, une source, une image, un objet, une notion, une bibliographie, une difficulté méthodologique ou une hypothèse de travail. L'enjeu n'est pas d'organiser d'emblée une suite de communications scientifiques formelles, mais de construire un espace de travail collectif où apparaîtront progressivement des circulations, des comparaisons, des points de friction et des notions communes entre périodes, terrains et disciplines.

À titre indicatif, chaque intervention pourra durer de cinq à dix minutes. Elle prendra appui sur un matériau précisément identifié — texte, inscription, image, objet, monument, dossier d'archives, données quantitatives ou bibliographie — qui sera brièvement contextualisé pour les non-spécialistes et mis en relation avec la question commune de la séance. Il sera également possible de soumettre une difficulté d'interprétation ou une hypothèse encore en cours d'élaboration.

À partir de ce qui émergera des premières rencontres, nous pourrons envisager une production commune. La forme d'un dictionnaire critique et diachronique pourrait être particulièrement adaptée : elle permettrait de partir de notions partagées — autorité, charge, office, institution, norme, domination, service, obéissance, faveur, conseil, expertise, rituel, crise, réforme, légitimité, frontière, archive ou mémoire — tout en faisant apparaître les écarts de sens selon les périodes, les terrains, les sources et les disciplines.

Un séminaire ouvert

Le séminaire est ouvert à toute personne souhaitant y participer, à partir du master et dans les champs disciplinaires du laboratoire — histoire, histoire de l'art et archéologie. Une liste de diffusion sera constituée au fil des séances. Chacun et chacune pourra participer ponctuellement, en fonction des thèmes abordés et de ses disponibilités ; aucune présence régulière à l'ensemble du cycle n'est exigée.

Envoi des propositions

À des fins d'organisation, nous vous demandons d'envoyer votre contribution ou le document qui lui servira de support au moins trois jours avant la séance concernée, à nos deux adresses : dominic.moreau@univ-lille.fr et pierre.nevejans@univ-lille.fr. Nous pourrions ainsi constituer un exemplier commun, transmis aux personnes participant à la séance et destiné à servir de support au travail collectif.

Établissement du programme

Pour cette première année, nous souhaitons établir collectivement le programme, en fonction des disponibilités de chacun et chacune et des thèmes qui susciteront le plus d'intérêt lors de la première séance. Parmi les premières propositions recueillies figurent notamment :

- Nommer les détenteurs du pouvoir
- Fiscalité, finances et comptabilités du pouvoir
- Défendre le pouvoir : police, armée et forces d'élite
- La monumentalité et les représentations des pouvoirs
- Administrer la cour du prince
- Savoirs juridiques, sciences et techniques du gouvernement
- La coercition et l'obéissance
- Territoires, frontières, surveillance et contrôle

Séance 1. Les entourages politiques

La question des entourages politiques fait depuis plusieurs années l'objet d'un profond renouvellement historiographique, notamment en histoire, en sociologie et en science politique (un bilan est proposé dans BEAUVALLET ET MICHON 2017). Dans son sens le plus large, l'entourage désigne les personnes qui évoluent autour de quelqu'un ; associé au qualificatif « politique », le terme invite à étudier les individus et les groupes qui gravitent autour des détenteurs du pouvoir, accèdent à leur personne, participent à la circulation de l'information ou contribuent, de manière formelle ou informelle, à la prise de décision.

Cette définition soulève immédiatement plusieurs difficultés. Un entourage ne constitue pas nécessairement une institution clairement délimitée : il peut associer parents, amis, conseillers, serviteurs, officiers, experts, intermédiaires et représentants de groupes sociaux très différents. L'accès au détenteur du pouvoir y devient lui-même une ressource, susceptible d'être distribuée, négociée ou disputée. L'étude des entourages conduit ainsi à examiner simultanément les fonctions officielles, les relations personnelles, les pratiques de recommandation et de faveur, les formes de sociabilité, les dispositifs matériels de l'accès et les représentations, souvent polémiques, de l'influence.

Réfléchir aux entourages politiques, c'est d'abord en interroger les contours. Où l'entourage s'arrête-t-il ? Quelles en sont les marges ? Comment ses différentes couches influencent-elles la décision ou la structuration de l'appareil politique ? Comment ces groupes se constituent-ils, à partir de quels réseaux et selon quelles logiques ?

- Comment accède-t-on matériellement au détenteur du pouvoir, et qui contrôle cet accès ?
- Quels rapports se nouent entre conseil institutionnel et conseil informel, entre charge publique et relation personnelle ?
- Comment la parenté, l'amitié, la domesticité, le patronage et l'expertise deviennent-ils des ressources politiques ?
- Quelle place les femmes, les affranchis, les esclaves, les officiers subalternes et les intermédiaires occupent-ils dans ces configurations ?
- Comment les entourages fonctionnent-ils lorsque le détenteur du pouvoir est absent, itinérant ou éloigné des territoires qu'il gouverne ?
- Comment articuler les cercles présents auprès du souverain et les relais provinciaux ou locaux de son autorité ?
- Que change la constitution de corps administratifs plus stables que les détenteurs du pouvoir eux-mêmes ?
- Comment distinguer le fonctionnement effectif des entourages des représentations hostiles qu'en donnent les sources ?
- Comment les crises, les changements de règne et les réformes recomposent-ils les réseaux de proximité et d'influence ?

Les dossiers pourront notamment prendre appui sur des inscriptions honorifiques, des lettres royales ou impériales, des correspondances privées, des listes de titulaires de charges, des textes normatifs, des monnaies, des reliefs, des plans de palais, des récits d'audience, des scènes de conseil, des descriptions de cérémonies ou des passages historiographiques consacrés aux favoris et aux « mauvais conseillers ». Des sources offrant de multiples points de vue permettront ainsi d'aborder les entourages de l'Antiquité à nos jours, dans et hors des perspectives européennes.